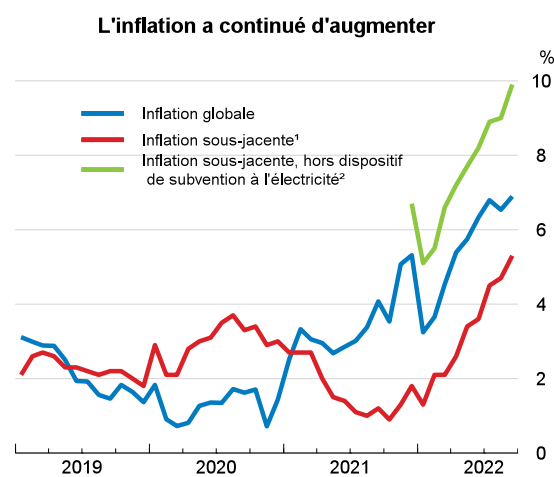
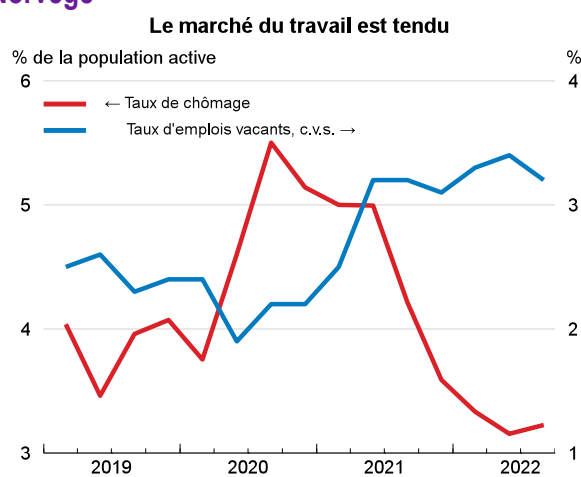


Norvège

La croissance du PIB de la Norvège continentale devrait refluer à 0.7 % en 2023, avant de rebondir à 1.3 % en 2024. La hausse généralisée des prix va peser sur la consommation privée et l'investissement. Même si l'inflation globale va fléchir sous l'effet de la stabilisation des prix de l'énergie, ce qui contribuera au redressement de la demande intérieure, les tensions sous-jacentes sur les prix perdureront. Le taux de chômage augmentera sur fond de ralentissement de l'économie, mais le marché du travail restera tendu, ce qui tirera les salaires vers le haut.

Il faudrait continuer de resserrer la politique monétaire, étant donné que l'inflation est nettement supérieure à l'objectif visé et que les anticipations d'inflation ont augmenté. Les autorités devraient accorder des aides budgétaires judicieusement ciblées et temporaires pour amortir l'impact des coûts élevés de l'énergie sur les groupes vulnérables, tout en évitant de fausser les incitations à améliorer l'efficacité énergétique. Les progrès réalisés en matière de transition écologique doivent se poursuivre. Les politiques structurelles devraient viser à améliorer l'environnement des entreprises et à favoriser la hausse du taux d'activité.

Norvège



1. L'inflation sous-jacente est mesurée à l'aide de l'indice des prix à la consommation corrigé des variations de la fiscalité hors produits énergétiques (IPC-CFE), élaboré par le Bureau central des statistiques (SSB, *Statistisk sentralbyrå*) norvégien.

2. Cette mesure de l'inflation repose sur un IPC hypothétique calculé par le SSB, qui indique quelle aurait été l'augmentation du niveau général des prix si le gouvernement n'avait pas mis en place le dispositif de subvention à l'électricité en faveur des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 ; et Bureau central des statistiques (SSB, *Statistisk sentralbyrå*) norvégien.

StatLink  <https://stat.link/79hfm2>

Norvège : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2019)				
Norvège						
PIB continental aux prix du marché¹	3 063.0	-2.3	4.1	2.9	0.7	1.3
PIB total aux prix du marché	3 563.5	-0.7	3.9	2.5	1.8	1.6
Consommation privée	1 579.1	-6.6	4.9	6.4	0.7	1.3
Consommation publique	867.7	1.8	3.8	0.1	1.3	1.2
Formation brute de capital fixe	957.8	-5.6	-0.9	1.4	0.2	3.1
Demande intérieure finale	3 404.5	-4.2	2.9	3.3	0.7	1.7
Variation des stocks ²	106.1	-0.4	0.2	2.3	0.1	0.0
Demande intérieure totale	3 510.7	-4.5	3.0	5.9	0.8	1.6
Exportations de biens et services	1 292.2	-1.2	4.7	1.2	5.8	3.9
Importations de biens et services	1 239.4	-11.9	2.3	11.4	5.5	5.4
Exportations nettes ²	52.8	3.7	0.8	-2.9	1.2	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-3.6	16.9	20.7	3.1	3.0
Indice des prix à la consommation	—	1.3	3.5	5.7	4.5	3.2
IPC sous-jacent ³	—	2.7	1.7	3.6	4.4	3.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.7	4.4	3.3	3.6	3.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	14.2	12.5	8.3	7.6	7.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.6	9.9	16.2	16.3	16.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	54.1	49.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.7	14.9	23.5	23.6	23.3

1. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/io16p0>

La forte inflation se répercute sur la dynamique de croissance

La croissance du PIB de la Norvège continentale a rebondi, après la levée des restrictions liées à la pandémie survenue plus tôt dans l'année. Néanmoins, la hausse rapide des prix a réduit le pouvoir d'achat des ménages, la confiance des consommateurs et la consommation privée, malgré le subventionnement des prix de l'électricité et l'utilisation de l'épargne accumulée précédemment. Les prix élevés, les contraintes affectant l'offre et le fléchissement de la croissance mondiale pèsent sur l'investissement des entreprises. La hausse des taux d'intérêt exerce des pressions supplémentaires sur la demande intérieure. L'inflation globale mesurée par les prix à la consommation a atteint 7.5 % en octobre, dans une large mesure du fait de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, le renchérissement de cette dernière étant en partie compensé par le dispositif public de subvention à l'électricité. Les tensions sous-jacentes sur les prix se sont également intensifiées, du fait de l'élargissement de l'inflation aux composantes non énergétiques de l'indice des prix à la consommation (IPC). Compte tenu de la situation tendue du marché du travail, la croissance des salaires en 2022 sera probablement supérieure à l'augmentation de 3.7 % convenue lors des négociations salariales de cette année.

Les prix élevés de l'énergie au niveau mondial ont alimenté l'inflation. Face à la hausse des coûts de l'énergie, le gouvernement a mis en place un dispositif destiné à réduire les factures d'électricité des ménages. Néanmoins, ces prix élevés de l'énergie ont également amélioré considérablement les termes de l'échange de la Norvège, si bien que les recettes publiques liées au pétrole ont atteint un niveau record.

On estime que les ventes de gaz ont augmenté d'environ 8 % en termes réels en 2022 par rapport à 2021. La Norvège prévoit d'accueillir quelque 40 000 réfugiés ukrainiens (soit l'équivalent de 0.5 % environ de la population du pays) en 2022, et 30 000 autres en 2023. Dans le projet de loi de finances pour 2023, les ressources prévues pour leur prêter assistance représentent environ 0.3 % du PIB continental.

Les politiques budgétaire et monétaire se resserrent

Le projet de loi de finances pour 2023 prévoit un resserrement de la politique budgétaire, découlant principalement du démantèlement progressif des aides liées au COVID-19, qui se traduirait par une réduction des dépenses financées à partir des recettes pétrolières de 0.6 point de PIB continental tendanciel. Cette mesure permettrait de juguler les tensions inflationnistes et de garantir le respect de la règle budgétaire selon laquelle le déficit structurel hors pétrole doit être égal sur la durée à 3 % de la valeur du fonds pétrolier, c'est-à-dire du Fonds public pour les retraites-Composante étrangère (SPU, *Statens pensjonsfond-Utland*). Le projet de loi de finances proroge le dispositif de subvention à l'électricité en faveur des ménages jusqu'à la fin de 2023, pour un coût d'environ 1.2 % du PIB continental. Il faudrait mieux cibler ce dispositif de subvention sur les ménages à faible revenu, tout en veillant à ce qu'il favorise davantage les économies d'énergie. La politique monétaire continue de se resserrer. En novembre, la Banque de Norvège (*Norges Bank*) a de nouveau relevé son taux directeur, de 0.25 point de pourcentage, pour le porter à 2.5 %. Cette décision est adaptée à la situation, étant donné que l'inflation est nettement supérieure à l'objectif visé de 2 % et que les anticipations d'inflation ont augmenté. Les projections de l'OCDE reposent sur l'hypothèse que le taux directeur culminera à 3.25 % au premier trimestre de 2023 et se maintiendra à ce niveau jusqu'à la fin de 2024.

La croissance se redressera en 2024 mais restera modérée

La croissance du PIB continental va ralentir pour s'établir à 0.7 % en 2023, la forte inflation et le resserrement des politiques macroéconomiques pesant sur la demande intérieure, mais se redressera pour atteindre 1.3 % en 2024. La stabilisation des prix de l'énergie et le fléchissement de la demande contribueront à ralentir la hausse des prix à la consommation, même si ce recul de l'inflation pourrait être plus limité si le dispositif de subvention à l'électricité est supprimé en 2024. Après un ralentissement, l'investissement des entreprises devrait se redresser progressivement au cours de la période considérée, compte tenu de la mise en œuvre de projets liés à la réduction des émissions et du renforcement de l'approvisionnement en électricité, ainsi que du rebond de la demande extérieure. L'inflation sous-jacente, quoiqu'en recul, restera nettement supérieure à l'objectif visé de 2 % à la fin de la période considérée. Le taux de chômage augmentera sous l'effet du ralentissement, mais la situation du marché du travail restera tendue, compte tenu des pénuries de main-d'œuvre. Des hausses plus importantes que prévu des prix et des salaires, ou une expansion économique plus faible qu'on ne s'y attend chez les partenaires commerciaux de la Norvège, pourraient dégrader encore ses perspectives de croissance. À l'inverse, les risques pesant sur la sécurité énergétique sont relativement faibles, la Norvège étant un pays exportateur de pétrole et de gaz, ainsi que d'électricité dans une certaine mesure. Une intégration rapide des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail pourrait contribuer à atténuer les pénuries de compétences et les tensions salariales.

Il est essentiel de veiller à ce que la croissance soit durable et inclusive

Il est crucial de faire avancer la transition écologique pour obtenir une croissance durable et inclusive. Le projet de loi de finances pour 2023 met judicieusement l'accent sur la réduction des émissions, notamment via une augmentation de 21 % de la taxe sur les émissions ne relevant pas du système d'échange de

quotas d'émission, et la promotion d'initiatives en matière de technologies vertes, notamment du programme de captage et de stockage du carbone (Longship). Le dispositif de subvention à l'électricité en faveur des ménages devrait rester temporaire, afin que ne soit pas retardée la mise en œuvre des mesures prévues à long terme, consistant notamment à favoriser la conclusion d'un plus grand nombre de contrats de fourniture d'énergie à prix fixe afin de réduire la volatilité des prix. Pour renforcer la productivité, il est essentiel d'instaurer des conditions plus propices à l'innovation et à l'adoption des technologies. Des procédures d'insolvabilité plus efficaces faciliteraient le redéploiement de la main-d'œuvre vers les secteurs les plus porteurs. Il faudrait déployer des efforts supplémentaires pour renforcer le taux d'activité, notamment en réformant le système de prestations d'invalidité de manière à réduire les incitations aux départs à la retraite anticipés.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/e172f235-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.